



ECOLE PUBLIQUE EN DANGER C'EST TOUJOURS NON AUX FERMETURES DE CLASSES DANS L'HERAULT POUR LA RENTREE 2026 !

Le projet de carte scolaire prévoyant 83 fermetures et 42 ouvertures de classes a été dévoilé lors des instances académiques départementales mi-avril. Grâce à la mobilisation des parents d'élèves avec les personnels et leurs syndicats, des fermetures ont pu être évitées, mais pas partout où ces suppressions sont le présage d'une dégradation des conditions d'apprentissage des élèves, en particulier les plus fragiles, et des conditions de travail des enseignants et des AESH. 9 nouvelles fermetures et 8 ouvertures sont prévues pour finaliser la carte scolaire. Aucune création de postes de remplaçant, alors que chaque semaine des enseignants absents ne sont pas remplacés.

Les mobilisations se sont poursuivies pour que la Direction Académique de l'Hérault renonce aux fermetures. Avec le soutien des élus, des pétitions, des motions, et des manifestations, les parents d'élèves des écoles de Saint-Chinian, de Montpellier (Langevin, Combes, Curie, Ferry), de Sète, de Cazilhac n'ont pas dit leur dernier mot. Comment comprendre qu'avec une prévision d'1 seul élève en moins sur l'école, ce soit une classe qui puisse être fermée ?? Au lieu d'utiliser la baisse démographique pour diminuer le nombre d'élèves par classe, des classes devront accueillir plus de 26 élèves à la rentrée prochaine. Et que dire des enfants qui ne peuvent être inscrits dans leur école de secteur « faute de place » ? Certaines écoles sont mêmes déjà menacées d'annonces de fermetures de classes pour la rentrée 2027 : nous dénonçons des annonces qui ne relèvent que d'une démarche de conditionnement des esprits, et que rien ne justifie hormis l'austérité budgétaire que subit de plein fouet l'école publique.

Derrière l'affichage des chiffres et des effectifs, ce sont les choix budgétaires et politiques qui sont faits au niveau national au détriment de l'éducation nationale que nous dénonçons. Nous dénonçons la mise en place à marche forcée des Pôles d'Appui à la Scolarité, malgré leur rejet à l'Assemblée Nationale et toujours sans moyen supplémentaire : pour l'Hérault, ce sont 19 postes d'enseignants qui sont consommés, au détriment des effectifs de classe. Ce sont des modifications de leur cadre de travail imposées aux AESH, avec davantage d'élèves à accompagner, sans aucune amélioration de leur statut ou leur rémunération.

Lors des prochaines instances, nous porterons un message clair : au moment où des milliards d'euros sont consacrés à la guerre, nous n'acceptons pas cette dégradation supplémentaire de l'école publique ; oui à une politique éducative qui privilégie la réussite et le bien-être des enfants, qui donne les moyens humains et matériels nécessaires, plutôt que des logiques comptables. Nous exigeons l'annulation des suppressions de postes, des fermetures de classes et la création des emplois nécessaires pour baisser concrètement les effectifs dans les classes, assurer les remplacements et l'enseignement spécialisé, mettre en place une école réellement inclusive, dans le respect de toutes les notifications de la MDPH, des droits des élèves et des personnels, ainsi qu'une amélioration significative des conditions de travail et de rémunération des AESH.

Montpellier, le 15 juin 2026